

Industrie : un moteur de croissance et d'avenir

Déclaration du groupe de la CFE-CGC

La CFE-CGC tient en premier lieu à saluer le travail effectué par la rapporteure et la section des Activités économiques pour la qualité de ce rapport anglé sur l'industrie en tant que système productif global et non comme la juxtaposition de secteurs ou filières. La compacité de l'avis qui en découle devra retenir toute l'attention des pouvoirs publics.

Nous partageons globalement les préconisations qui y sont faites ; la CFE-CGC a donc voté l'avis.

Il aura fallu attendre la dernière crise pour que ceux qui nous gouvernent considèrent l'industrie comme un moteur indispensable à l'économie et que son affaiblissement aura creusé un peu plus le déficit de notre commerce extérieur. L'industrie tire l'innovation et les exportations. Elle génère des emplois qualifiés avec un effet multiplicateur évident sur les autres segments de l'économie. Capable de relever les multiples défis et contraintes auxquels elle est soumise, c'est à la renaissance d'une véritable culture industrielle qu'il convient d'œuvrer.

En premier lieu, en intégrant la composante environnementale et la nécessité de migrer vers une économie dé-carbonée pour produire autrement, pour consommer mieux. Penser le cycle complet d'un produit auquel les services associés s'imbriquent inexorablement, en assurer sa traçabilité depuis l'écoconception jusqu'à son recyclage, devient une évidence.

Ainsi, tirer l'ensemble du système productif vers le haut, vers une plus forte valeur ajoutée, nécessite des choix clairs et concertés avec l'ensemble des acteurs.

- Pour l'Europe qui, dans une économie mondialisée, doit assurer la défense et les intérêts de ses grands actifs au travers la promotion, auprès de l'OMC, de normes sociales et environnementales opposables.
- Pour l'Europe qui, en son sein, doit garantir des règles d'équité afin d'éviter que l'industrie ne soit qu'opportunités fiscales et/ou dumping social. Dépasser les objectifs des architectes originels pour replacer l'humain au centre de l'édifice est un enjeu crucial. La création d'un socle de droits sociaux et sa portabilité dans toute l'UE nous semblent la voie à suivre.
- Pour l'État qui, comme l'ont déjà souligné de précédents rapports, doit augmenter significativement l'effort de recherche et rationaliser les trop nombreux dispositifs d'aides publiques dont l'évaluation reste aléatoire. C'est une priorité. Le Crédit Impôt Recherche (CIR) est l'exemple même de l'outil de soutien à l'investissement et à l'innovation qui devrait assurer également le maintien de l'activité et des emplois sur le territoire national. Tel n'est pas toujours le cas.

- Pour l'entreprise pour qui, sa nécessaire compétitivité doit s'appréhender à l'aune de la préparation de l'avenir ainsi que du juste partage de la valeur. L'industrie s'inscrit dans le temps long. Elle doit valoriser le capital humain et être protégée des dérives d'une financiarisation court-terme. La CFE-CGC considère que les intérêts des salariés et celui des actionnaires peuvent converger dans le sens d'un bien commun. C'est pourquoi la CFE-CGC s'implique dans le plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (future loi PACTE) et promeut une représentation équilibrée des salariés dans les instances de gouvernance (CA-CS), notamment au travers des FCPE.

La CFE-CGC souligne le formidable enjeu autour de la formation, tant initiale que continue. La transformation des métiers sous la pression du numérique ou le déploiement de l'intelligence artificielle par exemple, induit la poursuite de la montée en compétences des qualifications. Elle implique l'ensemble des parties prenantes, salariés compris.

Il y a urgence à réconcilier l'économie de marché avec des règles fixées par l'État, pour assurer une concurrence loyale tout en préservant l'intérêt général, ce qui est sa mission première.

À lui d'orienter sa politique et jouer son rôle de stratège afin de replacer durablement l'industrie sur les voies et moyens d'une expansion retrouvée.

Elle est un moteur de croissance et d'avenir, la CFE-CGC y croit !